



Uniquement destiné aux médias

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

### Le Secrétaire exécutif de la CCNUCC lance un appel pour une action internationale rapide et décisive dans le domaine des changements climatiques

(Paris, 2 février 2007) – L'existence et l'accélération du réchauffement du système climatique ayant été maintenant démontrées de manière irréfutable, le Secrétaire exécutif de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, M. Yvo de Boer, a lancé aujourd'hui un appel aux nations du monde entier pour qu'elles prennent sans tarder des mesures énergiques visant à combattre ce phénomène.

Selon un rapport diffusé vendredi par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), les températures moyennes mondiales connaîtront une hausse d'environ 3 °C au cours du présent siècle, si les émissions de gaz à effet de serre continuent de croître au rythme actuel et atteignent le double des concentrations pré-industrielles.

« Les faits scientifiques, que les gouvernements ont reconnus, ne laissent planer aucun doute quant aux dangers qui menacent l'humanité et à l'urgence de la situation. Personne ne peut plus invoquer l'excuse de ne pas en savoir assez pour prendre des mesures résolues contre les changements climatiques », a déclaré M. de Boer.

Le nouveau rapport révèle que la planète s'est réchauffée de 0,74 °C au cours de la dernière période de 100 ans, la hausse étant surtout survenue pendant le dernier demi-siècle. On prévoit, au cours des vingt années à venir, une élévation de la température de 0,2 °C par décennie.

« Il est fondamental du point de vue politique que tous les gouvernements aient reconnu les conclusions des scientifiques, ce qui constitue une base solide pour la prise de décisions avisées », a ajouté M. de Boer.

Le plus haut responsable de la question des changements climatiques au sein de l'ONU a exhorté les gouvernements de réagir énergiquement et d'aller de l'avant dans les négociations menées sous les auspices de l'ONU.

« Il faut sans tarder conclure un nouvel accord international plus sévère sur les émissions produites par les pays industrialisés, inciter les pays en développement à limiter leurs rejets de gaz à effet de serre et favoriser l'adoption de mesures d'adaptation viables », a-t-il renchéri.



D'après l'étude Stern publiée l'année dernière par le gouvernement du Royaume-Uni, une hausse moyenne des températures de 3 °C se traduirait par de graves pénuries d'eau et une réduction de la production agricole à l'échelle de la planète, les changements climatiques ayant déjà des effets néfastes sur l'évolution socio-économique des pays en développement.

Le GIEC fera paraître début avril une nouvelle évaluation des impacts des changements climatiques.

Le Secrétaire exécutif de la CCNUCC a demandé d'accélérer les négociations et de laisser au vestiaire tout sentiment défaitiste.

« La bonne nouvelle c'est que les prévisions les plus pessimistes du GIEC se fondent sur des scénarios qui ne prennent pas en compte les mesures actuelles et futures de lutte contre les changements climatiques. Les politiques et technologies destinées à en combattre les conséquences existent déjà et leur mise en œuvre est précisément la raison d'être de la Convention et du Protocole de Kyoto. »

M. de Boer a incité les pays à vaincre leurs réticences à engager le combat sur le terrain économique.

« L'étude Stern met non seulement en relief les effets de l'évolution du climat, comme les décès prématurés attribuables aux hausses de température, mais elle montre clairement que les conséquences économiques de l'inaction – par exemple le déplacement permanent de millions de gens – dépasseront de beaucoup les coûts de l'action », a-t-il précisé.

Le GIEC achèvera dans les quatre prochains mois ses évaluations des impacts des changements climatiques et des mesures de parade possibles et révélera ses conclusions lors des prochains pourparlers et négociations de la CCNUCC prévus en mai 2007 à Bonn.

La synthèse des trois rapports sera présentée environ un mois avant la conférence annuelle sur les changements climatiques, qui aura lieu en décembre.

Le Secrétaire exécutif de la CCNUCC a déclaré que l'on pourrait mettre à profit le succès remporté par les mécanismes axés sur le marché du Protocole de Kyoto pour réduire le coût de la mise en œuvre des mesures de lutte contre les changements climatiques.

En vertu du Protocole de Kyoto, 35 pays industrialisés et la Communauté européenne doivent réduire leurs émissions de gaz à effet de serre de 5 pour cent en moyenne sous les niveaux de 1990 au cours de la première période d'engagement, soit entre 2008 et 2012.

« Tout accord international futur devrait reconnaître que les pays industrialisés doivent continuer de prendre l'initiative en matière de réduction des émissions et être prêts à aller encore plus loin en s'engageant à des diminutions de 60 à 80 % d'ici 2050 », a indiqué M. de Boer.

« C'est l'objectif ultime à atteindre si l'on veut stabiliser les concentrations atmosphériques de gaz à effet de serre à des niveaux interdisant les effets les plus néfastes », a-t-il ajouté.

#### **Note aux journalistes:**

Pour des interviews, veuillez communiquer avec:

Mme Carrie Assheuer, Assistante à l'information publique et aux médias: (+49-228) 815-1005

Pour de plus amples informations, veuillez communiquer avec:

M. John Hay, Porte-parole: (+49-172) 258-6944

M. Alexander Saier, Chargé de l'information: tél.: (+49-228) 815-1509

Voir aussi le site <<http://unfccc.int>>.

